



LDGL Ligue des Droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL)

Secrétariat exécutif : Kigali-Rwanda B.P. 3042 Kigali Tél. : (250) 58 36 86

Courriel : ldglse01@gmail.com Site : www.ldgl.org, Enregistrée en Suisse sous le N.06370/2004, N. Fed. CH-660-1184004-3

Déclaration de la LDGL sur la situation au Burundi

La Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs-LDGL- a suivi l'évolution de la situation politique qui prévaut au Burundi ainsi que de ses implications sur les droits de l'homme et les valeurs démocratiques et dégage le constat suivant :

La cohabitation politique entre le parti CNDD-FDD au pouvoir et son partenaire l'Uprona est devenue problématique en particulier depuis l'annonce des projets de révision de la constitution ,du probable 3^{ème} mandat prochain de l'actuel Président de la République à la tête du Pays, de mise sur pied d'un tribunal spécial de la Commission Nationale des Terres et autres Biens-CNTB- et de la Commission Vérité et Réconciliation- CVR. La radicalisation des positions des uns et des autres a conduit à la remise en cause du leadership de l'Uprona par le Ministre de l'Intérieur en charge des partis politiques, la destitution du Premier Vice-président de la République et la démission des autres membres du gouvernement issus de ce parti. Cela a favorisé la naissance d'une aile dissidente de cet ancien parti unique (pourtant en étape finale de réunification) qui vient d'entrer au gouvernement alors que le reste du parti rentre pleinement à l'opposition. L'Uprona s'était pourtant déclaré volontairement disposé à entrer au gouvernement.

Cela génère des violences et partant des violations des droits humains, telles des arrestations arbitraires des leaders des partis politiques d'opposition comme l'ex Vice - Président de la République Monsieur Frédéric BAMVUGINYUMVIRA du FRODEBU et récemment Tatien SIBOMANA de l'UPRONA ,les atteintes à la liberté d'opinion et d'expression ,l'intégrité physique, etc, et des victimes se manifestent déjà notamment ce dimanche, où des policiers ont blessé des militants de l'Uprona devant la permanence de leur parti.

Pour en rajouter à cette situation suffisamment explosive, un message ethnique est distillé par certains politiciens jusque sur les collines, amenant les citoyens à croire qu'il s'agit moins des problèmes politiques conjoncturels que d'un regain de tension entre les hutus et les tutsis ; au risque de réveiller les vieux démons qui ont par moments endeuillé le pays ! Le projet de révision de la constitution pour un meilleur positionnement semble être la principale cause de ce conflit qui perdure. Et pourtant, un atelier regroupant les acteurs politiques, ceux de la société civile, des confessions religieuses,...organisé en décembre dernier par le parlement avait donné les orientations rassurantes et consensuelles entre acteurs sociaux de ne retoucher que les seules dispositions en rapport avec le code électoral et l'entrée du Burundi à l'EAC, quitte à analyser les autres articles après les élections de 2015. Même l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi qui avait mis fin à la guerre civile et replacé le Burundi sur l'orbite de la démocratie est remis en cause par certains politiciens. Le même Accord avait pourtant servi de fondement à la constitution en vigueur depuis 2005.

Le comble de l'affaire est que certains milieux politiques chercheraient à instrumentaliser la jeunesse et pire encore les corps de défense et de sécurité connus d'apolitiques, afin de les rallier à leur cause.



LDGL Ligue des Droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL)

Secrétariat exécutif : Kigali-Rwanda B.P. 3042 Kigali Tél. : (250) 58 36 86

Courriel : ldgse01@gmail.com Site : www.ldgl.org, Enregistrée en Suisse sous le N.06370/2004, N. Fed. CH-660-1184004-3

Cette situation de tension est porteuse de tous les dangers et le risque est grand de replonger le pays dans des violences. La même situation est de nature à saper en outre les efforts en faveur des populations du Nord de la capitale Bujumbura récemment éprouvées par une catastrophe naturelle suite aux inondations des pluies diluviennes. C'est pourquoi, profondément préoccupée par cette situation, la LDGL recommande vivement ce qui suit :

1. Aux parties en conflit en l'occurrence au Gouvernement de la République du Burundi de :

- ✓ Abandonner la logique de confrontation en vue de renouer avec dialogue politique rassurant, tel que préconisé par l'esprit de l'Accord d'Arusha ;
- ✓ Respecter l'organisation interne des partis politiques en vue d'une véritable démocratie multipartiste à tous les niveaux au Burundi ;
- ✓ Eviter la précipitation et le forcing dans la révision des lois importantes devant régir tout le peuple burundais et respecter celles encore en vigueur ;
- ✓ Faire preuve de tolérance et des valeurs de partage politique ;
- ✓ Promouvoir les valeurs positives de la bonne gouvernance démocratique et du respect des droits de l'homme au Burundi ;
- ✓ Cesser d'instrumentaliser la jeunesse et les corps de défense et de sécurité par nature apolitique et garantir leur indépendance
- ✓ Interdire à tous les acteurs politiques de véhiculer des messages divisionnistes sur bases ethniques.

2. A la société civile et à la communauté internationale de :

- ✓ Accompagner le gouvernement dans la résolution de la crise politique actuelle en privilégiant une bonne éducation civique
- ✓ Suivre de près l'évolution de la situation afin de contribuer à prévenir de probables débordements,
- ✓ Alerter l'opinion tant nationale qu'internationale en cas de nouvel épisode du conflit
- ✓ Initier un cadre de dialogue entre les acteurs politiques en conflit.
- ✓ Continuer à aider les sinistrés du cataclysme naturel survenu au Nord de la Capitale Bujumbura, en dépit de la crise politique actuelle.

Fait à Kigali, le 19 février 2014

Pour la LDGL

Maître Cyriaque NDAYISENGA

Président.